

ADOLESCENTS ADULTES :

LA RELATION ÉDUCATIVE

RENCONTRES PÉDAGOGIQUES NATIONALES
ORGANISÉES PAR LES CEMÉA À AURILLAC
(CANTAL)

En partenariat avec la ville d'Aurillac

31 mai
1^{er} juin
2 juin 2006

RENCONTRES NATIONALES

Organisées par les **CEMÉA**, avec le soutien de la **Caisse Nationale d'Allocations Familiales, de la Région d'Auvergne et du Conseil Général du Cantal**

CEMÉA
LE L'ANFORMATION

Les Ceméa sont soutenus pour leur fonctionnement et leurs projets par les Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative, de la Culture et de la Communication, de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, des Affaires étrangères.

IV /REGARDS CROISES

Extraits de la table ronde avec la participation de :

Joëlle BORDET

François CHOBEAUX

Marc COURTIAL

REGARDS CROISES

Joëlle BORDET, François CHOBEAUX et Marc COURTIAL

Joëlle Bordet, docteur en psychosociologie, chercheuse au Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, François Chobeaux, responsable du Département des Politiques et des Pratiques Sociales à la direction nationale des CEMEA, et Marc Courtial, chef du service de psychiatrie infanto juvénile à l'hôpital d'Aurillac et animateur du réseau « Ado 15 » qui regroupe les professionnels du Cantal au travail avec des adolescents, réagissent à partir des questions soulevées dans les différents ateliers.

Extraits...

1/ SUR LES ADOLESCENTS EN MILIEU RURAL

Joëlle Bordet.

La notion de *milieu rural* mériterait d'être travaillée, on dit *rural*, mais où est le rural aujourd'hui ? Et on dit aussi *périurbain*, *périurbain rural*, c'est compliqué. Pourquoi ? Parce qu'on sait qu'avec les opérations de renouvellement urbain, il va y avoir prochainement des arrivées de population les plus pauvres, à 150, 200 kilomètres des grands centres urbains et que c'est une vraie question dans des milieux où il n'y a aucun service public pour les accueillir. Je travaille en Seine et Marne, avec des centres sociaux qui envisagent de construire 25 centres de plus, ce qui n'est pas forcément la solution... mais en tout cas c'est une vraie question que celle de la confrontation qui peut arriver.

La question de la *mobilité*, c'est la question de l'accès à l'*autonomie* : qu'est ce que c'est que de devenir autonome quand on est adolescent et qu'on vit effectivement à distance de l'offre urbaine, et de ce que représente cette offre urbaine ? La façon dont les jeunes vivent l'autonomie est très différente selon l'âge ; le fait de devoir partir à 16 ou 17 ans faire des études ailleurs est complètement différent que de rester, au contraire, confiné chez les parents jusqu'à 25 ans parce qu'on ne peut pas prendre un logement.

Il est important de savoir comment on travaille avec les gens qui vont construire l'offre. Je vois bien ce que vous dites, sur la proposition en réseau, le partenariat... mais dans la Politique de la ville, pour les quartiers d'habitat social, nous n'avons pas assez travaillé sur le dur. Par exemple, sur la question des solidarités financières publiques qui ramène aux subsidiarités de territoire. Si l'on ne va pas travailler là où se construit l'offre, à un moment donné, de toute façon, on est renvoyé à l'impuissance de l'éducatif. Donc, il faut avoir une culture du développement, sinon on ne pourra pas être interlocuteur des développeurs ...

Une autre question me préoccupe beaucoup, c'est la question du *racisme*. J'ai fait des entretiens et des conférences auprès de jeunes de milieux agricoles sur la question des jeunes des quartiers d'habitat

social. Il y avait-là un niveau de racisme et de méconnaissance absolue, avec l'idée que l'on vit en dehors... un défaut d'existence, quelque chose où l'on n'existe pas dans les médias car c'est *eux* qui existent et qui prennent toute la place. Nous avons à traiter de la question de la *visibilité* et de *l'invisibilité*.

Marc Courtial

Bienvenue dans le Cantal, un département de 180 000 habitants dont 50 000 dans le bassin d'Aurillac, dont très représentatif de la ruralité. Je vais parler du réseau « Ados 15 », des travailleurs sociaux, des éducateurs, des animateurs, des enseignants, des psychologues, etc... On arrive à peu près à tous se connaître, c'est relativement facile. C'est certainement parce qu'on est dans un département rural, qu'on a eu cette idée et cette possibilité. Au départ c'est la PJJ qui a sollicité la psychiatrie infantile juvénile pour s'occuper d'adolescents difficiles, parce que même dans le Cantal, même avec seulement 180 000 habitants, nous avons des adolescents difficiles. Le côté judiciaire ne suffisait pas, le côté psychiatrique avait tendance à répondre de façon ministériellement correcte, c'est-à-dire par des classifications et des comprimés quand l'adolescent fait trop de bruit, même dans le Cantal. On a essayé de réfléchir à d'autres solutions avec plein de gens parce qu'on se connaissait, toutes les institutions qui s'occupaient des adolescents se sont retrouvées autour d'une table et ont appris à se connaître un petit mieux, c'est-à-dire, ont appris à comprendre comment travailler ensemble, comment dépasser les vieilles histoires...

On a réussi à se mettre autour de tables avec nos différences, avec nos cultures et notre langage parfois différent, on a réussi à faire en sorte que l'adolescent ne soit plus découpé en tranches, ne soit plus des successions de petites trajectoires qui passaient par l'environnement ponctuel dans lequel il était, mais relier tout cela et en faire une trajectoire où chaque intervenant qui prenait en charge un adolescent, prenait en compte son avant et son après. Tous cela pour dire que même si on est dans un milieu rural, on doit avoir des problématiques qui sont relativement similaires aux grandes villes. On se shoote aussi dans le Cantal.

D'abord, repartir de l'idée centrale que l'adolescence n'est pas une maladie. L'adolescence c'est, à peu près, 85 % d'adolescents qui vont bien, 10 % qui sont dans des zones, on va dire, un petit peu à risque, et 5 % qui vont mal. Que ce soit en milieu urbain ou en milieu rural, les statistiques restent à peu près les mêmes. Donc, ce n'est pas parce qu'ils sont à la campagne qu'ils sont préservés de tout, et pourtant on a eu une DRASS qui à une époque disait : pourquoi monter un centre de soins spécialisés pour toxicomanes dans le Cantal, parce qu'il n'y a pas de drogue dans le Cantal.

Puisqu'on a parlé de mobilité des adolescents, on a une petite spécificité au niveau de la ruralité. Il y a ce qu'on appelle ici *le syndrome du puy Cornier*. Le puy Cornier, c'est la petite montagne qui domine Aurillac et qui rend très difficile la mobilisation nos adolescents. Beaucoup renoncent à des études supérieures, c'est-à-dire à faire les fameux 160 kilomètres qui nous séparent de toutes villes dignes de ce nom. Je dis 160 kilomètres, cela veut dire 80 kilomètres sans autoroute, l'horreur ! On est,

sûrement, l'une des seules préfectures à ne pas avoir d'autoroutes à moins de 80 kilomètres. Donc, ces possibilités universitaires sont souvent abandonnées tout simplement parce que les racines sont fortes et que nos adolescents ont envie de rester ici. C'est peut-être une des raisons de la création de ce réseau, c'est-à-dire, plutôt que de les envoyer se faire prendre en charge par d'autres ailleurs, on a essayé de trouver les compétences ici.

François Chobeaux

Il y a quelques années de cela, pendant 2 ans, j'ai fait un travail d'accompagnement avec la Mutualité sociale agricole de Dordogne sur les questions d'adolescence et de jeunesse. Et pour aujourd'hui, je suis allé rechercher des éléments creusés avec la MSA à l'époque. Je pense que c'est assez généralisable à l'ensemble de l'espace rural français.

Entre la représentation de l'ado « type » en milieu rural et sa réalité multiple, il y a des écarts parfois énormes. Ecart qui s'explique par les origines socioculturelles des parents, par l'histoire de l'ancrage de la famille dans le village ou dans le bourg. Est-ce qu'ils sont là depuis toujours ? Est-ce qu'ils viennent là parce qu'il y avait du lotissement pas cher, à 150 kilomètres de la grande ville ? Ou est-ce qu'ils viennent là parce que les parents ont choisi d'aller dans un espace rural agréable pour y vivre au milieu des fleurettes, pour que leurs enfants s'y épanouissent en faisant des roulades dedans et en trouvant pour eux-mêmes et sans difficulté des emplois à proximité ? Des fonctionnements extrêmement différents, qui font que certains sont culturellement dressés, habitués et conformés aux loisirs classiques du bourg ou du village, l'auto, le foot, la fête, le bal. D'autres s'ennuient là comme ils s'ennuyaient auparavant en ville, et les troisièmes habitent au milieu des pâquerettes avec leurs parents, mais papa et maman font 50 kilomètres aller-retour par jour pour les amener à la ville, à l'école de musique, à l'école danse, au cours de piano, au cours d'arts plastiques... exactement comme ils faisaient en ville. C'est vrai que, quand on arrive à l'adolescence, la mobilité accrochée à la Twingo de maman, ce n'est pas simple pour aller en ville et on veut le scooter comme tout le monde. Il y a vraiment des fonctionnements et des représentations très différentes, en particulier des ados ayant suivis leurs parents, soit dans le lotissement, soit dans la jolie maison, ont un peu tendance parfois à considérer les ados du cru comme des braves ploucs et à chercher leurs copains ailleurs. Ce qui reste fédérateur, c'est la mobilité, la possibilité d'aller ailleurs, de façon autonome pour ses loisirs, puis d'oser aller ailleurs. Ceux qui sont venus de la ville pour vivre dans les pâquerettes oseront aller ailleurs pour la fac, puis les parents les ont formatés depuis le début pour ça aussi. Les autres... Complexe, cette histoire.

2/ SUR LA MIXITE

Joëlle Bordet

J'en ai un peu assez du mot *mixité*, c'est un mot qui vraiment finit par être une espèce de mot fonctionnaliste, comme *mixité sociale*. Que par contre, on parle de *rapport de genre*, qu'est ce qui se passe aujourd'hui dans les *rapports de genre* ? Comment cette société évolue-t-elle autour de ça ? Quelle est la place des femmes, le rôle de femme dans le changement social, quelle relation avec les hommes ? Egalement, quelle place à l'homosexualité ? Cette question sur les rapports de genres est une question centrale qui est vécue de façon extrêmement différente dans la société.

Je mène actuellement un programme de travail de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, et ce qui apparaît énormément dans la pédagogie mise en place dans les collèges, c'est la violence dans les rapports de genres, en particulier sur l'homosexualité. Il est intéressant, non seulement de se poser la question de la *mixité* ou de la vraie mixité, mais de ce qui se passe dans les *représentations*, dans le rapport à l'autre, sur les rapports de genre et la différence selon les milieux sociaux dans lesquels on vit. Actuellement, sur cette question du féminin/masculin, sur la question de la différenciation des sexes, sur les rapports d'opposition que l'on maintiendrait ou pas, les différences dans la société sont immenses. C'est un indicateur très important aujourd'hui des constructions de rapport à la violence.

Si on veut sortir du rapport à la violence et à la délinquance, il faut aller travailler sur ce qui est mobilisé dans cette violence et sur ce qui est mobilisé dans les rapports de genre. C'est une question essentielle, qui ne doit pas pour autant diaboliser les garçons, c'est trop simple. Je ne suis pas du tout d'accord avec « Ni putes, ni soumises », qui s'enferme dans le stigmatisme des garçons violeurs issus de l'immigration, etc. On est ici sur des enjeux de représentations extrêmement puissants autour de la question du racisme.

Marc Courtial

La mixité, j'aurais tendance à dire, ni pour, ni contre, bien au contraire ! Je suis psychiatre, donc je vais parler de ce que je connais, ça ne représente que les fameux 5 % des adolescents. Les garçons vont aussi mal que les filles, quand ils vont mal il n'y a pas de spécificité. L'égalité des sexes est bien représentée dans les pathologies.

François Chobeaux

Alors là, attention ! Autant Joëlle et Marc peuvent parler « simplement » en leur nom, autant moi, je vais parler clairement en mon nom, en ce que je réfléchis, et pas en responsable national des CEMEA. Vous nous demandez s'il est trop tard pour faire quelques choses en direction des adultes. Je transforme votre question en : « Est-il encore temps que les adultes fassent quelques choses ? » J'ai une réponse qui m'embête beaucoup, mais je trouve que c'est la seule possible : c'est la valeur d'exemple d'une mixité que jouent les adultes eux-mêmes. Conclusion, il va falloir passer à une politique des quotas pour qu'il y ait des femmes dans des conseils d'administration d'association, pour

qu'il y ait des femmes sur des listes électorales dans des positions électives, pour qu'y ait des femmes candidates dans circonscriptions électorales qui ne sont pas potentiellement perdues aux élections. On n'aura pas le choix : si on ne se mobilise pas nous-mêmes, dans les instances où nous sommes, pour que des femmes soient à des postes valorisants, on pourra toujours faire tous ce que l'on veut en pédagogie, en relation avec les enfants et les adolescents, ça ne servira strictement à rien. Opinion personnelle !

3/ SUR LES PARENTS...

Joëlle Bordet

C'est un enjeu très important que la question du *rapport intergénérationnel* et de la place donnée aux adultes. Il faudrait crier partout, écrire partout qu'on a pas le droit de mettre les mamans en garde-à-vue, c'est mon slogan, je vous assure que c'est grave. En ce moment, il y a une politique qui consiste à arrêter les mamans et de les mettre en garde-à-vue. 30 heures à Saint-Denis, la même chose à Toulouse, la même chose à Strasbourg... Si on veut faire exploser les quartiers, mettons les mamans en garde-à-vue ! Il est évident que pour les jeunes, et les jeunes garçons, en particulier, c'est inacceptable d'avoir sa maman mise en garde-à-vue pour délit de parentalité. C'est extrêmement grave, parce que c'est de la manipulation du fait social. Travaillons plutôt à trouver quelle solidarité politique avec les adultes, avec l'ensemble des adultes de cette société, et en particulier avec les adultes qui sont en prise avec la question de la discrimination, de l'exclusion et de l'humiliation quotidienne. Quelle est la force de réactivité aujourd'hui d'un mouvement pédagogique comme le nôtre, par rapport à ce qui fait atteinte au quotidien anthropologique sur la parentalité ? Voilà, c'est un peu un cri, vous me connaissez, rien de nouveau, mais c'est une rage !

François Chobeaux

Famille : deuxième opinion personnelle. Il me semble qu'on se retrouve, comme d'habitude, avec une vieille dichotomie entre la Droite et la Gauche, avec l'approche « de Droite » des familles à rééduquer, à punir individuellement, à soutenir individuellement. Et une approche « de Gauche » avec des approches collectives, communautaires au sens de mettre les gens ensemble, et faire que les gens qui ont les mêmes problèmes les travaillent ensemble. Quelle aide collective à des familles ou à des parents qui ont du mal avec leurs gamins ? Quelle aide collective pour qu'ils se mobilisent, pour qu'ils se soutiennent ensemble, plutôt que de développer une approche culpabilisante, pénalisante, individualisante ? Le débat politique actuel montre bien combien ces frontières sont opportunément brouillées...

4/ SUR LES TRANSGRESSIONS ET LES EXPERIMENTATIONS

François Chobeaux

Il faut cesser de parler uniquement de prévention des prises de risques, il est nécessaire d'inverser la réflexion. Plutôt que de souhaiter éradiquer des risques qui d'évidence sont nécessaires, parlons plutôt *d'accompagnements* d'expérimentations. Ce versant positif remet l'éducateur, le pédagogue, en action, en ne limitant plus à la distribution des brochures expliquant qu'il faut bien mettre son casque sur son scooter, bien mettre son préservatif, bien utiliser sa brosse à dents, ne pas fumer de shit... Tous les présentoirs installés dans nos structures de travail débordent de ces documents d'information préventive, et ce n'est pas la peine d'être un grand professionnel pour les distribuer à tour de bras. Mais est-ce pour autant travailler ?

Accompagner les expérimentations, c'est travailler en permanence avec les adolescents sur le *développement de l'estime de soi-même*. Les aider à réussir des projets, à s'expérimenter, pas seulement dans le risque physique mais aussi dans l'expression de soi...

Le problème, c'est que vous allez bientôt trouver sur le marché commercial des « outils pédagogiques » faits de petits packs parfaitement calibrés pour travailler l'estime de soi en trois fois une heure... Je ne plaide surtout pas ici pour ces produits interactifs avec DVD. Non, le travail à faire est permanent car il se situe *dans la relation*. La prévention n'est pas une didactique mais le produit d'un portage global, un accompagnement.

Il s'agit d'accompagner les expérimentations là où elles se passent. Il y a celles que l'on peut installer dans le travail d'animation, avec des pratiques d'activités partagées où l'on s'ose, où l'on se risque, que ce soit le théâtre ou le ski de pente raide. Et puis, il y a les lieux d'expérimentation où les ados sont tous seuls, plutôt la face cachée des réalités juvéniles et sociales, la face secrète parfois, et là, il y a du travail à faire. Les éducateurs de rue le savent, les actions d'accueil et d'accompagnement de milliers de jeunes durant les festivals nous l'ont appris aussi. Comment faire pour que ces espaces de *non-accompagnement* que sont les réunions d'abris bus de campagne, les fêtes juvéniles urbaines en espace public, les halls d'immeubles, deviennent des espaces de « transgressions raisonnables » comme les appelle Pierre Coupiat, éducateur spécialisé et sociologue ? Voilà un projet à développer !

A propos de la notion de « réduction des risques », je nuancerai en reprenant les éléments d'une vieille discussion avec nos collègues qui travaillent dans la réduction des risques en toxicomanie. En fait, dans ce concept et ces actions, il ne s'agit pas de réduire les risques de fond, il s'agit seulement de réduire certaines conséquences néfastes de ceux-ci. Réduire les *conséquences* du risque d'injection de toxiques évitera certes la transmission des virus, préviendra les abcès, mais n'empêchera pas la personne de faire une overdose ou de devenir un zombi. S'injecter des toxiques, même de façon stérile, ce n'est pas très bon pour la santé. Réduire les risques, c'est laisser l'individu seul avec sa souffrance.

Joëlle Bordet

La question de la violence et du risque est vraiment importante. La base de l'approche sécuritaire actuelle repose sur l'idée de *l'éradication* de la violence, comme si celle-ci pouvait être éradiquée. Tous les travaux anthropologiques portant sur la violence, montrent qu'elle est au cœur de la vie, au cœur du lien entre la pulsion de vie et la pulsion de mort. C'est un choix de société de faire croire aux gens que l'éradication de la violence est une chose possible. C'est s'engager dans une recherche sécuritaire sans fin, qui va nier le conflit. C'est un vrai enjeu car ce n'est pas la même chose d'être dans une *société du conflit* ou d'être dans une *société de la ségrégation*. On est aujourd'hui dans ce moment-là : va-t-on vers une société de la ségrégation où il faudra contenir en permanence, ou vers une société du conflit ? La question du *politique* se pose alors tout à fait différemment.

Vous imaginez bien que des adolescents ne grandissent pas pareil dans une société du conflit ou dans une société de la ségrégation, car évidemment, pour transgresser, il faut être dans une société *conflictualisée*. Aujourd'hui la transgression n'est pas du tout donnée d'avance, il y a des jeunes qui ne transgressent pas du tout parce qu'il n'y a pas de repérage, pas de conflit. Ils sont donc hors limites, vers une jouissance sans limites, mais la jouissance sans limites ce n'est pas de la transgression. Est-ce que pour les adolescents, la transgression est encore possible ?

Autre idée : c'est de travailler sur la violence comme *symptôme*. C'est-à-dire chercher comment elle est un symptôme d'autres dynamiques. Le problème de la justice et de la police, c'est de ne pas prendre la violence comme symptôme, heureusement, mais de la prendre du côté des faits, de la gravité des faits. C'est le propre même du travail judiciaire et policier et c'est essentiel. Mais nous, en tant qu'éducateurs, notre problème c'est la violence comme symptôme : comment on cherche derrière ce symptôme, dans un travail partenarial, pluridisciplinaire. Si on ne cherche pas derrière les faits, on ne peut pas retrouver ce qui se passe dans le lien social qui assigne les adolescents à une forme d'emprisonnement interne.

Marc Courtial

La parole peut être le garant de cet *accompagnement*, vis-à-vis de la prise de risque. Et cela n'est pas politiquement correct, parce que le politique, lui, vend du « risque zéro ». Il se fait élire sur le fantasme que le risque n'existe pas ; par exemple, sur l'idée qu'on peut aller à l'hôpital et en sortir vivant. La vie est une maladie mortelle : ça aussi ce n'est pas politiquement correct, ça ne se vend pas sur le plan électoral. Or nous sommes confrontés à la vraie vie, donc aussi à la mort.

Il y a donc un espace de parole, occupé par le politique, qui est construit sur ce fantasme du risque zéro, et il y a le rapport avec l'adolescent qui agit, qui n'est pas, lui, complètement dans la parole. L'enfant n'est pas du tout dans la parole, il est dans le geste, il va accéder à la parole pendant l'adolescence et théoriquement, s'il arrive à peu près à l'âge adulte, il va arriver à mentaliser, à penser l'action avant d'agir.

La période de l'adolescence, c'est l'apprentissage de cet espace de parole, cette compréhension d'être dans un monde social. Le lien social était le garant de cette transmission transgénérationnelle de la

parole et des valeurs du quartier, des valeurs du clan, des valeurs du village. Pour accompagner les adolescents dans les prises de risque, il va falloir recréer cet espace de parole et c'est peu être cela le fondement de la relation éducative de l'adulte, quel qu'il soit, et sans besoin d'être étiqueté (psychiatre, éducateur, assistante sociale...) pour le faire. Cet accompagnement, c'est un des fondements de la relation éducative entre l'adulte et l'adolescent. Il suffit pour cela qu'il y ait un espace de rencontre. Alors, *espace de transgression raisonnable*, raisonné, pourquoi pas. Mais c'est la rencontre qui crée cet espace, c'est cet espace qui crée la parole, et c'est dans cet espace de parole qu'on va trouver la transmission des valeurs, de la spiritualité, qui va permettre d'éviter la transmission de violence.

5/ SUR LES VALEURS ET LES SPIRITUALITES

Joëlle Bordet

La question des *valeurs et de la spiritualité* est un thème extrêmement important actuellement dans la construction adolescente. Quand je discute avec des jeunes, la question du retour du religieux et de la croyance est permanente. Qu'est ce qui fait l'avenir pour les jeunes d'aujourd'hui, en miroir avec la génération précédente qui s'est engagée dans quelque chose d'une utopie politique à construire ? J'entends aujourd'hui la mise en avant permanente de valeurs de *solidarité*, en fait une solidarité immédiate, et même temps une affirmation totale de *l'individualisme*. Comment peut-on, à la fois, être totalement centré sur soi et être solidaire immédiatement, le tout sans aucune construction en termes de pensée d'un système politique ?

Il y a là quelque chose qui fait retour de la question « qu'est ce que c'est que l'avenir ensemble ? » Il y a une réouverture de la question du *spirituel* par rapport à la question de la *rationalité* du politique. Parce qu'il y a bien quelque chose aujourd'hui qui fait retour sur la question des identités, le « où je vais, d'où je viens ? »

Ce n'est pas une question facile à construire dans un dialogue avec les jeunes quand en plus il y a des emprises sectaires immédiates qui peuvent se mettre en place, parce qu'elles viennent alors fermer la question de l'avenir. Quand l'avenir est trop inquiétant, on forclos sa question.

6/ SUR L'ENGAGEMENT ET LA CITOYENNETE

Marc Courtial

La société s'auto-découpe en tranches et l'on a maintenant des *maisons du handicap*, des *maisons de retraite*, des *maisons d'adolescents*... Ces découpages répondent-ils pour autant vraiment à ce que les gens ont besoin dans leur citoyenneté ? Plus on crée de « maisons », plus, effectivement, on va avoir des transparents et des invisibles parce que forcément il y a des gens qui ne vont pas aller vers ces lieux uniques où le bonheur leur est promis.

Tout cela va à l'encontre de ce fameux *lien social* qui était peut-être le garant de la réelle *citoyenneté* à travers la transmission transgénérationnelle.

Joëlle Bordet

La question de la légitimité des professionnels est très importante, pas seulement pour les quartiers difficiles, mais aussi pour l'ensemble de la société. Il y a une tendance à demander aux professionnels de la proximité d'aller vers, de plus en plus de punitif et de dénonciatif. Qu'est ce qu'ils vont en faire ? Quelle légitimité vis-à-vis de cela ?

L'autre légitimation, du point de vue de l'accompagnement éducatif, c'est la question du marché. On peut se poser la question, dans certains milieux sociaux, si l'école a une vraie fonction publique. L'école peut être ici tout à fait, intégrée dans la loi du marché.

La question est très compliquée pour les professionnels qui représentent toutes les institutions publiques. L'une des issues pour se sortir de cette dualité est la solidarité politique, c'est-à-dire, de dire « on est solidaire avec les gens de ce que c'est que de faire grandir les enfants », mais vraiment en retrouvant là une dimension anthropologique. Parce que quand on regarde cette dimension anthropologique, tous milieux sociaux confondus, elle est difficile à soutenir pour tous le monde. Qu'est ce qui fait que ça fait société que de faire grandir les enfants ?

A ce moment-là, on se repose autrement la question de ceux qui sont visibles ou pas visibles. Parce que quand on les dit hors de tout, c'est faux : ils ne sont pas hors de tout, ils sont parfois hors des institutions publiques, mais ils recréent à leur façon des façons instituées/instituantes. Par exemple si on prend l'économie souterraine, il y a de l'organisation, de l'instituant.

François Chobeaux

Une remarque et une réflexion. La remarque est liée à l'atelier « invisibles, transparent ». Toute institution possède ses *invisibles*, toute institution génère ses invisibles. Sans s'en rendre compte, on « durcit » les fonctionnements ce qui fait qu'il y'en a qui ne viennent plus, ou qui disent « ce n'est plus pour moi », alors que c'était construit et prévu pour eux. La solution alors toute trouvée, classique, consiste à inventer une nouvelle structure destinée à ces invisibles, et qui ensuite elle-même... et ainsi de suite. Ce phénomène existe y compris dans les structures très spécialisées comme les équipes de prévention spécialisée, les lieux d'accueil de jeunes en rupture... Les responsables des institutions éducatives et des institutions de loisirs doivent être, en permanence, attentifs aux évolutions des fonctionnements, des attentions et des règles des structures pour éviter ce phénomène.

La réflexion, plus au fond, c'est d'essayer de croiser les questions et les travaux des ateliers « s'exprimer, écouter », « engagement citoyenneté » et « valeurs ». La générosité d'adolescents et de jeunes existe avec des dons de soi : les mouvements religieux en sont un lieu important. Mais soyons attentifs, ne laissons pas l'attention à l'autre à la seule religion ! Quel travail proposer alors sur des solidarités juvéniles collectives au service de la société ? Voir le débat public qui s'engage sur le service civil obligatoire mixte, organisation pouvant générer de la valeur pour tous, pouvant donner

une existence sociale à tous, pouvant montrer qu'on est dans la société et que l'on donne aux autres collectivement, au nom d'un idéal qui s'appelle « *liberté, égalité, fraternité* », et non pas au nom d'un idéal aliénant qui s'appelle « prêt à penser religieux ».

Marc Courtial

J'ajouterai un complément. On ne parle ici que de l'adolescent occidental, confronté à l'absence de rite. Dans d'autres pays et d'autres cultures, l'adolescence se résout simplement, parfois, en 24h de rites qui permettent de passer de l'enfance à l'âge adulte. Et peut être que le rite qui permettrait aux adolescents, justement, de se créer à travers la parole, à travers la citoyenneté, c'est le concept qui vient d'être développé par François à l'instant.

Joëlle Bordet

Réfléchissons à la question de *l'expérience*. Il faut retravailler sur ce qui fait l'expérience authentique pour les adolescents aujourd'hui, quelles sont les conditions d'expériences qui vont effectivement trouver chez lui une authenticité. Je pense à Ahmed, un jeune rencontré durant une enquête sur les identités sociales et politiques. Il me dit : « Oh là là... la Direction de la Jeunesse de la ville, m'a invité à aller à une rencontre en Ecosse ; je me suis dit, mais qu'est ce que je vais aller faire en Ecosse, avec des allemands, des bosniaques ? » Puis il ajoute : « Oh c'était bien franchement ! A un moment donné, je me suis dit « tu as un BTS, tu peux faire autre chose que tes conneries dans le quartier ! » Et il nous raconte, à partir de cette aventure, ce qu'il a mis en place pour se sortir du quartier. En fait, la proposition de rencontre et de voyage qui lui a été faite *construisait les conditions de l'expérience*. Pour moi, c'est cela l'éducation.